

LES PARTIS POLITIQUES EN GRÈCE DEPUIS L'INDÉPENDANCE JUSQU'À LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE*

L'intérêt très vif qui à toujours été porté en Grèce aux phénomènes politiques n'a pas jusqu'à nos jours abouti à un travail de synthèse d'ensemble systématique au sujet des partis dans une perspective historique. Cette lacune est largement due à l'absence de certaines conditions préalables; entre autres, l'insuffisance des éléments statistiques et la dispersion continue des données quantitatives, le retard des recherches dans le domaine des sciences politiques et sociales, le découpage scientifique qui n'a pas permis à la science historique

* Une première tentative de synthèse plus étendue: H. Korisis, *Die politischen Parteien Griechenlands. Ein neuer Staat auf dem Weg zur Demokratie 1821-1910*, Hersbruck/Nürnberg, 1966 (trad. en grec: *Η πολιτική ζωή εις την Ελλάδα 1821-1910*, Athènes, 1974). Un aperçu plus sommaire: Γ. Δαφνής, *Τὰ ἑλληνικά πολιτικά κόμματα 1821-1961*, Athènes, 1961. Ouvrage collectif avec plusieurs références au régime des partis politiques: *Κοινωνικές καὶ πολιτικές δυνάμεις στὴν Ἑλλάδα*, Εἰσαγωγή - ἐπιμέλεια: Γ. Κοντογώργη, Athènes, 1977.

Parmi les ouvrages et les articles exclusivement consacrés à l'étude du phénomène des partis politiques en Grèce; sur les partis "xénophiles": N. Βλάχου, «Ἡ γένεσις τοῦ Ἀγγλικοῦ, τοῦ Γαλλικοῦ καὶ τοῦ Ρωστικοῦ κόμματος ἐν Ἑλλάδι», *Ἀρχεῖον Οἰκονομικῶν καὶ Κοινωνικῶν Ἐπιστημῶν*, 19 (1939), pp. 25-44; sur le parti deliyaniste: N. Οἰκονόμου, «Τὰ ἑλληνικά πολιτικά ρεύματα πρὶν ἀπὸ τὸν Ε. Βενιζέλο», *Μελετήματα γύρω ἀπὸ τὸν Βενιζέλο καὶ τὴν ἐποχὴ του*, Athènes, 1980, pp. 477-482; à propos d'un groupe politique moins connu: Χ. Κοριζή, *Συμβολὴ στὴν ἔρευνα τῆς ἑλληνικῆς πολιτικῆς ζωῆς καὶ κοινωνίας στὸ 19ο αἶώνα. Ὁ σύλλογος «Πήγας»*, Ἀθῆνα 1969; sur le premier développement du mouvement socialiste: G. Leon, *The Greek Socialist Movement and the First World War: The Road to Unity*, Columbia Univ. Press, 1976; aussi, Γ. Κορδάτου, *Ἱστορία τοῦ ἑλληνικοῦ ἐργατικοῦ κινήματος*, Athènes, 1956 (2e éd.); Α. Μπεναρόγια, *Ἡ πρώτη σταδιοδρομία τοῦ ἑλληνικοῦ προλεταριάτου*, Introduction par G. Haupt, Athènes, 1975; Κ. Μοσκόφ, *Εἰσαγωγικά στὴν ἱστορία τοῦ κινήματος τῆς ἐργατικῆς τάξης*, Thessalonique, 1979; sur le P. C.: Α. Ἐλεφάντη, *Ἡ ἐπαγγελία τῆς ἀδύνατης ἐπανάστασης. Κ.Κ.Ε. καὶ ἀστισμός στὸν Μεσοπόλεμο*, Athènes, 1976; aussi, Γ. Κατσούλη, *Ἱστορία τοῦ Κ.Κ.Ε.*, vol. I-IV, Athènes, 1976-1978; un autre point de vue: G. Kousoulas, *Revolution and Defeat: The story of the Greek Communist party*, Londres, 1965; sur les socio-démocrates: Σ. Σωμερίτη, *Ἡ μεγάλη καμπὴ τοῦ Σοσιαλισμοῦ, 1932-1935*, Athènes, 1978; à défaut d'un travail de synthèse, sur le mouvement le Papanastassiou: Α. Παπαναστασίου, *Μελέτες - Λόγοι - Ἄρθρα*, πρόλογος Κ. Τριανταφυλλοπούλου, Athènes, 1957; sur la période, en général, de l'entre-deux-guerres, très intéressant: Γ. Μαυρογορδάτου, «Λαϊκὴ βάση τῶν κομμάτων καὶ ταξικὲς ἀντιθέσεις στὴν Ἑλλάδα τοῦ Μεσοπολέμου», *Ἐπιθεώρηση Κοινωνικῶν Ἐρευνῶν*, 28 (3e trim. 1976), pp. 235-258.

de communiquer avec les branches voisines. Dans ces conditions, on s'est pendant longtemps contenté d'aborder l'évolution des phénomènes politiques sans signaler leur corrélation avec les forces profondes qui conditionnent et expliquent leur cours. Les premières tentatives de synthèse, récemment parues, le travail fructueux fait par des spécialistes des branches voisines—surtout les sociologues—et les recherches dernièrement entreprises, nous permettent d'espérer que cette lacune historique ne tardera pas à être comblée.

Il serait, en tout état de cause, extrêmement difficile de procéder à l'examen pluridimensionnel du sujet qui m'est imparti dans les limites restreintes d'un rapport introductif. Mais, vu les conditions défavorables déjà décrites, ces difficultés inhérentes s'aggravent et n'autorisent plus l'émission d'opinions concluantes et définitives. Il ne nous reste, donc, qu'à formuler certaines hypothèses articulées autour de trois points d'un intérêt capital et d'essayer de les confirmer à l'aide d'un matériel insuffisant et fragmentaire.

I. Les structures des partis politiques

[En Grèce, la vie politique, après une courte période de pouvoir absolu et une étape intermédiaire de monarchie constitutionnelle, se déroula dans des cadres institutionnels définis sous un régime de démocratie parlementaire. À la suite, en effet, du détronement du roi Othon le pays s'assura, dès 1864, une constitution démocratique avec une assemblée unique élue au suffrage universel. Dès lors, le fonctionnement de la démocratie parlementaire n'a pas été suspendu sauf, lors de certaines, très courtes, années de crise intérieure et des pressions extérieures.

Dans le cadre de ce régime pluraliste, le terrain politique a toujours été traversé par des courants politiques très divers. Avant même l'accession du pays à l'indépendance, la pratique d'autogestion au sein des communes, les antagonismes entre les dirigeants du mouvement révolutionnaire, les oppositions locales et les pressions contradictoires exercées par les Grandes Puissances, avaient entraîné une diversification politique profonde. Certes, il est hors de question de signaler, au cours de cette première période, la présence des partis politiques organisés sur une base rationnelle ou permanente; même après la constitution du premier Parlement—à partir de 1844—les groupements politiques les plus représentatifs du pays ne se distinguèrent entre eux que par l'orientation de leurs dirigeants vers l'une ou l'autre des puissances protectrices du jeune royaume: partis Français, Anglais et Russe. L'intensification de la lutte pour les libertés politiques et, ensuite, l'établissement du vote au suffrage universel et l'instauration du parlementarisme ont entraîné

la création—à partir des années soixante— des premiers groupements politiques qui portent les caractères d'un parti organisé. L'apparition même du bipartisme, aux débuts des années quatre-vingts, ne tient pas seulement à la personnalité de leurs deux leaders—Tricoupis et Déliyannis; il a été surtout lié au système de la démocratie parlementaire, établi en 1875, grâce aux efforts constants de Tricoupis.

La nouvelle ère inaugurée par le fonctionnement du bipartisme se caractérise, tout d'abord, par l'évolution positive au niveau de l'organisation interne des partis. Le tournant significatif de 1875 tendait, selon Tricoupis, à transformer les partis "de personnels en réels, de plusieurs en deux". La réforme électorale qu'il a, ensuite, introduit en 1886, visa à accorder la priorité du programme des partis sur la personnification du vote, à élargir les circonscriptions électorales dans le but de combattre les liens de dépendance entre le député et ses électeurs, à consolider la position des partis dans le cadre des institutions et, enfin, à renforcer au sein de ceux-ci le pouvoir central contre les tendances centrifuges de leurs membres. C'est, donc, au cours de cette période que se confirme l'autorité du leader et la discipline du groupe parlementaire en tant que condition inhérente à l'organisation interne des partis; ce qui nous permet de dénoter dans la structure, même peu rigide, des formations politiques de la période de Georges I les traits caractéristiques qui répondent à une première définition du "parti de cadres" de type traditionnel: encadrement permanent, aussi bien au niveau de la base que du groupe parlementaire, par des militants qui agissent au nom du parti, évoquent ses principes ou poursuivent ses buts. Pour peu rationnelle qu'elle fût, cette première organisation interne des partis permit une certaine stabilité du régime parlementaire, consolida le système du bipartisme et préconisa—dans le cadre du développement économique et social du pays—l'accession à des formes plus évoluées.

Le système du bipartisme survécut à la mutation politique décisive des années 1909-1910; de plus, il gagna une dimension nouvelle inhérente à l'orientation idéologique et à la conception stratégique bien distinctes des deux grandes formations qui ont succédé aux partis tricoupiste et déliyanniste: d'une part, le camp libéral—le parti vénizéliste—et, de l'autre, le camp conservateur—regroupé autour du parti Populiste. Certes, le système bipartisan n'a jamais exclu l'épanouissement des nouvelles idées et l'apparition des nouvelles tendances politiques. Mais ces forces rénovatrices ne sont, pour la plupart, arrivés à survivre et à marquer l'évolution politique du pays qu'au prix d'une adaptation au schéma du bipartisme. Cette bipolarisation a, très souvent, entravé la restructuration rationnelle de la vie politique. Les tendances centrifuges au sein de deux grandes formations ne s'avèrent pas capables de bri-

ser l'équilibre bipartisan; et les nouveaux groupements d'une orientation idéologique toute à fait distincte, comme surtout le groupe social-démocrate d'Alexandre Papanastassiou, n'arrivèrent pas à confirmer une présence autonome décisive. Seul à suivre sa propre voie pendant toute la période de l'entre-deux-guerres, le parti communiste grec arriva, en 1936, à assurer une représentation parlementaire de quinze députés élus.

Est-ce que la mutation profonde des années 1909-1910, ou celle de 1922-1923, ont ouvert la voie à l'organisation de vrais partis de cadres ou, même, de partis de masse? Il est hors de doute que Vénizélos introduisit une conception et une pratique nouvelle dans l'organisation de son parti: constitution, au delà du groupe parlementaire, d'un organisme politique dont les branches seraient étendues dans tous les départements et les circonscriptions du pays sous la forme de comités locaux; ces comités, issus de la base populaire, seraient chargés de désigner les candidats du parti aux élections et d'agir pendant toute la période de la législature en faveur du parti. La réalisation de ce projet au moyen de Clubs Libéraux, créés dans tout le pays, a fait de la formation vénizéliste le premier parti de cadres en Grèce, organisé dans le sens le plus évolué du terme. Néanmoins, le rôle des comités locaux, minime dans l'élaboration du programme du parti et restreint dans l'investiture de ses candidats, à côté de leur encadrement—basé sur un nombre limité d'adhérents permanents, ne répond certes pas à la définition d'un parti de masse. Les traits caractéristiques de parti de masse n'apparaissent même pas dans l'Union Démocratique de Papanastassiou, bien que son créateur procéda à l'organisation de Congrès Nationaux et à l'investiture d'un Comité Central. Ces caractéristiques n'apparaissent que dans l'organisation du Parti Ouvrier Socialiste qui prit en 1924 le nom du P.C., basé sur le modèle classique du parti soviétique.

Ces traits caractéristiques révèlent l'évolution progressive des formations politiques vers une organisation de plus en plus rationnelle et conforme à l'esprit d'une démocratie élargie. Néanmoins, malgré la portée de cette évolution, le rôle déterminant joué par l'équipe dirigeante ou même par le leader, tout seul, dans l'élaboration des décisions critiques, la définition du programme et l'organisation du parti, survécut à toutes les mutations et continua à marquer la physionomie de la vie politique du pays. Le plus souvent, même le corps électoral a été largement conditionné dans ses choix par la personnalité du "chef" du parti. Est-ce que cette tendance à personnifier les facteurs des antagonismes politiques a toujours tenu à la personnalité puissante des hommes politiques—des leaders souvent "charismatiques"—ou, plutôt, au sous-fonctionnement de la communication entre le pouvoir et le peuple? Ou, peut-

être, révèle-t-elle un rapport dynamique entre ce dernier et ceux des dirigeants qui arrivent à exprimer et incarner ses mentalités et ses aspirations?

II. La dimension idéologique du conflit entre les partis politiques

L'attachement parallèle des représentants de la nation hellénique aux idéaux nationaux et libéraux, hautement proclamé lors des premiers jours de la Guerre d'Indépendance, a inauguré un processus idéologique, destiné à régir la vie politique du pays pendant de très longues générations. Le principe d'un pouvoir autoritaire, introduit par Capodistrias et pratiqué—dans un autre sens—par Othon, n'a jamais trouvé un écho favorable au sein de l'opinion publique et n'a jamais abouti à une doctrine ou à une formule acceptable par celle-ci. Cette aversion profonde à l'égard des idées et des pratiques de l'autoritarisme a entravé la réalisation du régime même de la monarchie constitutionnelle et le développement d'un courant de vrai conservatisme. Les personnalités et les groupements politiques les plus représentatifs du pays, malgré toute composition circonstancielle et précaire avec le Palais, étaient essentiellement restés ancrés dans une conception libérale et égalitaire. La destitution d'Othon et l'introduction de la constitution démocratique de 1864 couronnent un effort de plus de trente ans en vue de rétablir les libertés politiques et d'instaurer un régime de démocratie parlementaire.

Derrière cette apparente uniformité des principes de base qui inspiraient l'action des forces politiques, pourrait-on tracer une ligne démarcatrice entre conservateurs ou traditionalistes, d'une part, et libéraux ou progressistes, de l'autre? Si l'on voit dans le courant libéral la force motrice vers la consolidation du régime parlementaire et les procédures démocratiques, prévues par la constitution de 1864, en premier lieu, et la création des conditions nécessaires pour le développement économique et social du pays, dans un second temps, on ne saurait plus hésiter à conclure que celui-ci a trouvé—lors de la deuxième moitié du XIX^e siècle—son expression la plus propre dans le programme et l'action menée par Charilaos Tricoupis. Son action en vue de contester le système d'application du régime parlementaire et ses efforts, ensuite, déployés dans le but de faire respecter les principes et les règles de la démocratie parlementaire marquent un tournant décisif dans la vie politique du pays. Parallèlement, toujours fidèle à la conception des "libertés politiques", Tricoupis se préoccupa constamment du relèvement économique du pays. C'est dans ce sens que l'idéologie du parti "tricoupiste" est—selon l'expression d'Alexandre Svolos—"largement démocratique et, par rapport à la conception moderne qui prédominait en Europe, celle d'un précurseur".

Face à la tendance libérale et progressiste de Tricoupis, se dressa la stratégie d'un conservatisme libéral, exprimé par Théodoros Deliyannis. Certes, l'idéologie du conservatisme, de définition moins cohérente et rationnelle que celle du libéralisme, porte, le cas échéant, l'empreinte des particularités locales-politiques et socio-économiques. À défaut de privilèges d'aristocratie, les thèses deliyannistes ne visent pas à justifier ou à maintenir une inégalité politique et sociale; bien au contraire, elles révèlent une tendance au populisme et ne nient, en aucune circonstance, le principe de la souveraineté populaire. L'action gouvernementale de Deliyannis reposait sur une politique d'austérité dans le domaine des dépenses en vue d'assurer le soulagement des charges fiscales et l'augmentation de la productivité; le "travail national", entrepris sous la direction et la protection de l'Etat, aboutirait à renforcer les liens de la solidarité sociale et à permettre un développement économique à la mesure des possibilités réelles du pays. Sans schématiser, on peut dire que face à l'ambition rénovatrice et à la conception dynamique de Tricoupis, Deliyannis se réclamait d'un réalisme qui n'arrivait pas souvent à dépasser les limites de l'improvisation, ouverte aux pressions d'une opinion publique marquée par les traits caractéristiques d'une société précapitaliste. Les constantes du programme et de l'action du parti deliyanniste lui confèrent moins le caractère d'une droite réactionnaire que d'un conservatisme à base libérale, mal adapté au processus de l'évolution nécessaire au niveau administratif, économique et social.

La mutation politique profonde, survenue en Grèce à la fin de la première décennie de notre siècle, entraîna la réorientation des forces politiques et leur adaptation—au moins partielle—aux courants idéologiques nouveaux de l'Europe Occidentale. Au sein de la famille libérale, tout d'abord, les principes qui avaient inspiré l'action de Vénizélos et la création de son parti reflétaient le climat idéologique des milieux radicaux de la Troisième République, voués—selon l'expression gambettiste—à "organiser le libéralisme". L'empirisme du leader crétois, lié à sa méfiance devant tout dogmatisme, mais surtout son attachement à certaines idées ou principes de base—tels que les droits de l'homme, la primauté du "politique" sur le "social", le respect de la propriété privée, l'association et la solidarité entre toutes les classes sociales, le renforcement du rôle interventionniste de l'Etat dans le cadre de la pratique libérale—confirment son appartenance à l'aide radicale du libéralisme.

Sur l'autre rive, les thèses du néo-conservatisme, de définition plus confuses que celles du libéralisme, n'ont pas trouvé en Grèce un état propice à leur épanouissement et leur application. Loin du pouvoir pour la plupart

et conditionnés dans leur opposition à l'égard des libéraux par des thèses générales et vagues ou des opportunités à brève échéance, les milieux conservateurs ont, toutefois, essayé de s'adapter à la nouvelle réalité, issue de la crise de 1909-1910: c'est le sens de la montée de Dimitrios Gounaris, créateur du parti Populiste, homme imprégné d'idées rénovatrices sur la mission politique et sociale de l'Etat. Néanmoins, la prise de position, lors de la crise des années 1915-1917, en faveur de certaines initiatives et prérogatives bien contestables de la Couronne, a contrecarré l'attachement—autrement sincère—des groupes conservateurs à la doctrine de la souveraineté populaire et à la pratique de la démocratie parlementaire. La référence, enfin, de certaines personnalités de marque issues du camp appelé "conservateur", telles que Ion Dragoumis, à des idées qui révèlent un nationalisme ou un corporatisme, inspirés du modèle de Barrès ou de la longue tradition nationale des communes, ont plutôt constitué des sujets de réflexion ou des hypothèses d'action qui n'ont jamais pris la forme d'un programme de politique pratique.

Le tournant de 1922-1923 et le nouvel équilibre démographique et social qui en ressortit, n'a pas profondément modifié le rapport entre les forces politiques du pays. Malgré l'intensité de leur antagonisme, les conservateurs et les libéraux se rapprochèrent plutôt sur le plan idéologique. Les Populistes adoptèrent une attitude parfois négative mais plutôt loyale à l'égard du régime démocratique tandis que les Libéraux glissèrent vers une conception plus conservatrice. Or, la nouvelle perspective politique qui s'ouvrit lors de l'entre-deux-guerres consiste dans l'épanouissement des idées et dans le redressement du mouvement socialiste, marqué par deux tendances bien distinctes: La première, réformiste, a été surtout représentée par Papanastassiou et son parti; la deuxième, liée initialement au développement du mouvement syndical, s'exprima par le P. C. Ces deux tendances, inconciliables tant par la conception stratégique et tactique que par leur finalisme, ouvraient deux perspectives idéologiques différentes: la première vers la social-démocratie et la seconde vers le marxisme-léninisme. Dès lors, tandis que les communistes allaient suivre une voie autonome, les sociaux-démocrates essayaient d'assurer les rapprochements ou les alliances qui convenaient à leurs buts stratégiques: c'est ainsi que le groupe de Papanastassiou avait fait un "bout de chemin ensemble" avec les Libéraux au long des années dix. Sa rupture avec eux, après 1923, allait confirmer son impossibilité de jouer un rôle important et autonome. L'influence exercée par un leader "charismatique" comme Vénizélos et l'attachement de la majorité de l'opinion publique progressiste à son parti, transposa au second plan le conflit idéologique entre libéralisme et socialisme et prolongea la domination du "vénizélisme" dans

l'espace politique délimité par le camp conservateur et le parti communiste.

Loin des inquiétudes et des mutations profondes au niveau des formations politiques, la tendance antiparlementaire—à part quelques symptômes manifestés parmi les militaires “royalistes” ou “républicains”—n'a fait son apparition qu'à la suite de la décision du roi Georges II d'instaurer—en 1936—un pouvoir autoritaire. Situé à l'extrême limite du front conservateur, Jean Metaxas qui en prit la charge, loin de formuler une doctrine propre, a dressé une forme fragmentaire et parfois caricaturale du National-Socialisme ou du Fascisme. Au delà, en effet, des procédés arbitraires et des mesures répressives, le régime du 4 Août n'arriva jamais à assurer une organisation totalitaire conforme au modèle allemand ou italien, s'étant plutôt réduit aux limites d'une dictature de type “paternaliste”. Néanmoins, malgré ses conséquences négatives pour l'évolution des institutions et de la vie politique du pays, l'idéologie de la droite autoritaire n'a jamais été enracinée dans une partie importante de l'opinion publique grecque, attachée—dans sa grande majorité—par tradition et par tempérament à l'idée de la liberté politique.

III. La dimension sociale du conflit entre les partis politiques

L'opposition entre les partis conservateur et libéral n'a pas été en Grèce liée à un conflit classique entre l'aristocratie et la bourgeoisie. L'établissement, au lendemain de l'indépendance, d'un pouvoir central opposé à toute tendance centrifuge en matière politique et administrative et à toute tentative de création de grands domaines au niveau de la propriété rurale, entraîna la décadence de la classe dirigeante qui était née lors de la domination ottomane. Privés de leur puissance économique, les anciens notables se contentèrent d'assurer une position prépondérante dans la vie publique au moyen du prestige qu'ils avaient acquis soit par leur participation à la Guerre d'Indépendance, soit par leur culture ou bien encore par l'exercice d'une fonction importante dans l'administration. L'attachement de l'opinion publique et des représentants de toutes les formations politiques aux idéaux libéraux et égalitaires tient largement à cette réalité sociale.

À défaut d'une opposition stratégique de base, l'antagonisme entre conservateurs et libéraux porta sur d'autres sujets, moins susceptibles de susciter des affrontements sociaux aussi profonds qu'en Europe occidentale. La première différenciation idéologique, propre à entraîner des conséquences importantes sur le plan social, se situe dans l'opposition entre Tricoupis et Deliyannis. La conception progressiste et dynamique du premier attire les sympathies des représentants de la classe bourgeoise qui cherchent—dans cette

période—à consolider les institutions démocratiques et à stimuler le développement économique du pays. De l'autre côté, les thèses de Deliyannis, marquées par l'opposition à l'égard des projets ambitieux de Tricoupis, trouvent un écho favorable parmi les mécontents: plus particulièrement, au sein de la petite bourgeoisie touchée par la politique fiscale de Tricoupis, de certaines catégories de paysans et des ouvriers dans la misère. Mais le corps électoral n'était pas conditionné dans ses choix par des critères qui tenaient exclusivement à la politique intérieure. Son attitude était, très souvent, formée sur les incitations de l'effervescence nationaliste sans que cela signifie qu'il n'existât pas une interdépendance entre les problèmes intérieurs et extérieurs. La conception dynamique de Tricoupis en matière de politique intérieure et la planification à longue échéance du développement économique du pays coïncidait avec une politique ambitieuse mais moins démagogique et aventureuse que celle de ses adversaires: l'affranchissement de toutes les parties de l'Hellénisme du joug étranger ne pouvait être réalisé—selon lui—tant que le royaume libre restait impuissant et incapable d'assurer un rôle actif sur la scène internationale. Mais, au delà des critères rationnels, on doit tenir compte d'autres facteurs propres à déterminer l'attitude du corps électoral, comme le phénomène du "clientisme"; celui-ci, inhérent au climat électoral de la période othonienne, survit malgré les efforts constants de Tricoupis, concrétisés dans une série de réformes administratives et, surtout, dans la loi électorale de 1886—abolie ultérieurement par Deliyannis.

Le phénomène d'une mutation sociale s'est reflété dans l'agitation politique des années 1909-1910 et, surtout, dans les résultats du scrutin électoral d'août 1910: presque la moitié des sièges du Parlement passe à des députés indépendants, soutenus par des organisations corporatives et des groupes professionnels, le mouvement agraire et une bonne partie de l'opinion publique—surtout dans les agglomérations urbaines. La même tendance se dégage des résultats électoraux de novembre 1910 et amène au pouvoir Vénizélos et le parti Libéral. Est-ce que cette évolution signifie vraiment la montée de la classe bourgeoise, selon la thèse soutenue très tôt par des écrivains et des publicistes? Déjà, l'analyse des causes profondes du bouleversement politique de 1909-1910, la révélation des traits caractéristiques de la partie de l'opinion publique qui apporta son soutien aux forces rénovatrices et, enfin, l'étude quantitative des données économiques et sociales de cette période, n'autorisent pas une interprétation aussi schématique. Dans la mutation politique et sociale de 1909-1910, on peut remarquer—selon une autre hypothèse—le passage d'un régime libéral et parlementaire dominé par une oligarchie issue d'une certaine classe bourgeoise—équivalente des "notables"—à

un régime de démocratie élargie, marqué par la présence dynamique de nouvelles couches sociales dans les affaires publiques. Néanmoins, l'accession de ces dernières—composées surtout par les représentants de la moyenne et de la petite bourgeoisie—a été basée sur une coalition plus large qui, vu la faiblesse du mouvement syndical et la structuration horizontale des organisations corporatives regroupait souvent les membres des couches et même des classes sociales «antagonistes».

Au lendemain des grands bouleversements, politiques et sociaux, des années 1913-1923, les alliances sociales qui amenèrent les Libéraux au pouvoir ont été presque totalement décomposées. Le changement radical dans le tempérament et la structure du groupe conservateur et l'apparition, à l'autre bout, des partis qui se réclamaient de la défense de certains intérêts de classe, avait différencié les critères qui déterminèrent les choix électoraux de 1910. Néanmoins, la présence continue—jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre Mondiale—d'autres facteurs que le "social", propres à conditionner l'attitude de l'opinion publique, rend difficile toute tentative d'identification des partisans des formations politiques avec une certaine catégorie sociale. La fascination exercée par les leaders "charismatiques", la persistance des rapports de "clientisme", la conscience d'appartenir à une tradition politique—telle que le "royalisme" ou le "vénizélisme"—diminuaient la portée du critère social dans la formation des choix du corps électoral. Mais, même la référence aux oppositions sociales, proprement dites, ne coïncide pas forcément avec le phénomène d'un conflit de classes. La période de l'entre-deux-guerres a été marquée par le conflit entre les habitants des "anciennes" et des "nouvelles" provinces. Toute enquête sur l'importance des conflits sociaux pour la formation des attitudes du corps électoral doit se faire en fonction de ces réalités. Pour le moment, à défaut d'une pareille étude systématique, on pourrait émettre l'hypothèse que les oppositions de ce caractère apparaissent à cette époque au niveau des couches sociales et des catégories professionnelles plutôt qu'à celui des classes. Ainsi, à titre indicatif, au sein de la classe bourgeoise, la partie la plus dynamique et, plus particulièrement, celle qui provenait des "nouvelles" provinces, était orientée vers les Libéraux; tandis que les électeurs des anciens départements continuaient à soutenir le parti Populiste. Ce même critère de l'origine conditionnait largement la prise de position des paysans en faveur de l'une ou de l'autre des grandes formations: l'"appel" des partis se réclamant des intérêts de la classe ouvrière ou paysanne—comme le parti Communiste ou le parti Agrairien—trouvait un écho beaucoup plus favorable parmi les membres de certains corps professionnels mieux syndiqués et, surtout, parmi les réfugiés installés dans les villes et les campagnes du pays.

* * *

La question qui s'impose, à titre de conclusion, est la suivante: Les partis politiques ont-ils été en Grèce un facteur de stabilité ou d'instabilité politique—et même sociale? Mais la question pourrait également se poser de manière inverse: Les institutions politiques et l'infrastructure sociale du pays ont-elles favorisé le fonctionnement normal et l'accession des partis à leur forme la plus évoluée?

Une réponse formelle et unique est difficile sinon impossible. Dans un premier temps, le cadre institutionnel et les conditions socio-économiques avaient entravé la formation des partis politiques organisés sur une base rationnelle et capables de répondre aux aspirations profondes de l'opinion publique à tous ses échelons. Dès lors, dans la mesure où les pressions accentuées au niveau politique et social entraînèrent la mutation nécessaire, l'organisation des partis et la structuration de la vie publique évolua vers des formes de plus en plus adaptées aux réalités du pays et aux aspirations populaires. Loin d'être déterminés sous l'influence exclusive d'un critère isolé, les antagonismes politiques ont été en principe développés en fonction d'une multiplicité de facteurs propres à conditionner l'attitude du corps électoral. Dans le cadre ainsi d'une pratique du régime de la démocratie parlementaire marquée par l'élasticité et les souplesse, les différenciations idéologiques et les conflits sociaux n'amenèrent pas à des scissions profondes au niveau de la vie politique.

La priorité du "politique" sur le "social", telle qu'elle résulta de la tradition politique et de la conjoncture socio-économique du pays, a été incarnée dans la persistance de l'antagonisme entre conservateurs et libéraux. Néanmoins, bien que, dans ces conditions, la lutte entre les forces politiques les plus représentatifs se faisait essentiellement "dans le régime", les formes du combat n'ont pas toujours favorisé le processus de l'intégration politique. Les scissions au sein du corps national et les défis lancés contre la légitimité démocratique marquèrent les extrêmes symptômes de ce phénomène; néanmoins, à longue échéance, l'isolement politique et idéologique de toute tentative de renversement du régime parlementaire est toujours venu confirmer l'attachement profond de la communauté nationale aux principes et aux pratiques du libéralisme politique.